

DÉPARTEMENT



DE MAYOTTE

L'an deux mille dix-neuf, le 22 janvier,

Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Président du Conseil Départemental de Mayotte, a reçu le présent acte authentique, contenant VENTE, à la requête des parties ci-après identifiées :

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

La première partie dite « partie normalisée » constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous salaires, impôts, droits et taxes afférents à la présente vente.

La seconde partie dite « partie développée » comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence pour la publicité foncière de l'acte ni pour le calcul de l'assiette des salaires, des droits et taxes afférents à la présente vente.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

La « CAISSE DE SECURITE SOCIALE DE MAYOTTE » (CSSM) portant le numéro SIREN 479 281 719 dont le siège social se situe Place Mariage - BP 84 - 97600 MAMOUDZOU.

ACQUEREUR

Le DEPARTEMENT DE MAYOTTE, portant le numéro SIREN 229 850 003 dont les bureaux sont situés à, 8 rue de l'hôpital B.P.101 - 97600 MAMOUDZOU,

IDS

1n3

my

PRESENCE-REPRESENTATION

La « **CAISSE DE SECURITE SOCIALE DE MAYOTTE** » (**CSSM**) est ici représentée par Madame ALIHAMIDI-CHANFI Ymane, Directrice par intérim en exercice, par décision de nomination par intérim en date du 06 juillet 2016 ci-annexée.

Le **DEPARTEMENT DE MAYOTTE** est ici représenté par Madame Anne Alice Marie BURLAT, Directrice Générale Adjointe chargée du Pôle Aménagement du Territoire et Développement Durable du Département en vertu d'une délégation de signature consentie suivant l'arrêté du Conseil Départemental N°145/MCGVI/CD/2019 en date du 03/01/2019 dont une copie demeurera ci-annexée.

QUOTITES ACQUISES

L'acquéreur acquiert la toute propriété.

EXPOSE

Préalablement à l'acte objet des présentes et pour sa compréhension, il est exposé ce qui suit :

La Caisse de Prévoyance Sociale de Mayotte devenue **Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte** a acquis des lots de copropriété dans un ensemble immobilier dénommé « **MARIAGE ZONE 3** » sis à Mamoudzou (lieudit Place Mariaze) cadastrés section AX numéro 571 et AX numéro 572, objet des présentes en juillet 2001 pour y loger ses services.

Considérant le déménagement annoncé de ses services, la **Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte** a prévu de céder ses lots.

Le Conseil Départemental par délibération numéro 2018.00084 du 24 avril 2018 de sa Commission Permanente, a décidé d'acquérir lesdits lots mis en vente par la **Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte**.

Le Département déclare :

- A la date de signature des présents, la délibération numéro 2018.00084 du Conseil Permanent (C.P.) du Conseil Départemental de Mayotte du 24 avril 2018 est devenue définitive.

- Ladite délibération a été transmise au représentant de l'état compétent pour l'exercice du contrôle de légalité et n'a pas fait l'objet, dans le délai de deux mois prévu par l'article L. 2131-6 du Code général des collectivités territoriales, d'un recours devant le Tribunal administratif par le représentant de l'Etat dans le département pour acte contraire à la légalité.

- La délibération 2018.00084 du C.P. du Conseil Départemental du 24 avril 2018 a été publiée dans les formes prévues par le Code général des collectivités territoriales et n'a fait l'objet d'aucun recours des tiers de sorte qu'elle est désormais définitive.

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Le **DEPARTEMENT DE MAYOTTE** déclare qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition du bien présentement vendu.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes les parties font élection de domicile en leurs bureaux respectifs.

VENTE

Le VENDEUR, en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes, vend à l'ACQUEREUR, qui accepte, les BIENS dont la désignation suit :

DESIGNATION

Désignation de l'ENSEMBLE IMMOBILIER dont dépendent ces BIENS :

Un ensemble immobilier dénommé « MARIAGE ZONE 3 » sis à Mamoudzou, place Mariazé, 97600 Mamoudzou :
L'immeuble est composé de deux bâtiments (**I et II**), de deux ensembles de parkings, d'un parvis et d'une coursive couverte. L'immeuble est composé de cinquante et un (51) lots.

Cadastrés :

Section	N°	Lieudit	Surface
AX	571	Place Mariaze	184 m ²
AX	572	Place Mariaze	1522 m ²

Désignation des Biens :

LOTS OBJETS DE L'ACTE

Les lots à usage de bureau ou professionnel concernés par la présente vente :

1/ Lot numéro six

Un local à usage de bureau dans le **bâtiment I**, d'une surface totale de **157,20 m²**.

Et les sept cent soixante dix sept / dix millièmes (777/10 000^e) des parties communes générales

2/ Lot numéro sept

Un local à usage de bureau dans le **bâtiment I**, d'une surface totale de **133,60 m²**.

Et six cent soixante / dix millièmes (660/10 000^e) des parties communes générales.

3/ Lot numéro huit

Un local à usage de bureau dans le **bâtiment I**, d'une surface totale de **142,10 m²**.

Et les sept cent deux / dix millièmes (702/10 000^e) des parties communes générales.

4/ Lot numéro neuf

Un local à usage de bureau dans **bâtiment I**, d'une superficie totale de 142,10 m².

Et les sept cent deux / dix millièmes (702/10 000^e) des parties communes générales.

5/ Lot numéro dix

Un local à usage de bureau dans le **bâtiment I**, d'une superficie totale de 133,60 m².

Et six cent soixante / dix millièmes (660/10 000^e) des parties communes générales.

Les lots à usage de parkings concernés par la présente vente :

6/ Lot numéro dix-sept :

Une place de parking aérien, d'une surface de 12 m².

Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

7/ Lot numéro dix-huit :

Une place de parking aérien, d'une surface de 12 m².

Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

8/ Lot numéro dix-neuf :

Une place de parking aérien, d'une surface de 12 m².

Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

9/ Lot numéro vingt :

Une place de parking aérien, d'une surface de 12 m².

Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

10/ Lot numéro vingt et un :

Une place de parking aérien, d'une surface de 12 m².

Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

11/ Lot numéro vingt-neuf :

Une place de parking souterrain, d'une surface de 12 m².

Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

12/ Lot numéro trente :

Une place de parking souterrain, d'une surface de 12 m².

Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

INS

2023



13/ Lot numéro trente-cinq :

Une place de parking souterrain, d'une surface de 12 m².
Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

14/ Lot numéro trente-six :

Une place de parking souterrain, d'une surface de 12 m².
Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

15/ Lot numéro trente-sept :

Une place de parking souterrain, d'une surface de 12 m².
Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

16/ Lot numéro trente-huit :

Une place de parking souterrain, d'une surface de 12 m².
Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

17/ Lot numéro trente-neuf :

Une place de parking souterrain, d'une surface de 12 m².
Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

18/ Lot numéro quarante et un :

Une place de parking souterrain, d'une surface de 12 m².
Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

19/ Lot numéro quarante-trois :

Une place de parking souterrain, d'une surface de 12 m².
Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

20/ Lot numéro quarante-cinq :

Une place de parking souterrain, d'une surface de 12 m².
Et les soixante-deux / dix millièmes (62/10 000^e) des parties communes générales.

SUPERFICIE DE LA PARTIE PRIVATIVE

La superficie de la partie privative des Biens, objet des présentes, dans la mesure où ils sont soumis aux dispositions de l'article 46 de la loi du 10 Juillet 1965 dite « loi Carrez », est de :

- 708,6 m², correspondant à la superficie totale des lots suivants :

Lot numéro six (6): **157, 20 m²**

Lot numéro sept (7): **133, 60 m²**

Lot numéro huit (8) : **142,10 m²**

Lot numéro neuf (9): **142, 10 m²**

Lot numéro dix (10): **133, 60 m².**

Le tout ainsi qu'il est développé à la suite de partie normalisée.

Tels que lesdits BIENS existent, se poursuivent et comportent avec tous immeubles par destination pouvant en dépendre, sans aucune exception ni réserve.

ABSENCE DE MEUBLES ET OBJETS MOBILIERS

Les lieux étant meublés, par le moyen d'un avenant, les deux parties peuvent convenir de conserver tout ou une partie du mobilier de bureau, le cas échéant.

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION – REGLEMENT DE COPROPRIETE

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi le 11 octobre 2000 dont une copie authentique a été envoyée au Conservateur de la Propriété Immobilier pour enregistrement et publication.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le présent acte porte sur la totalité de la pleine propriété des BIENS sus-désignés.

Ces BIENS appartiennent au VENDEUR ainsi qu'il sera expliqué ci-après sous le titre « ORIGINE DE PROPRIETE ».

EFFET RELATIF - ORIGINE DE PROPRIETE

Les lots présentement vendus appartiennent à la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte pour l'avoir acquis de la Société Immobilière de Mayotte (SIM), une Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de Trois Millions (3 000 000) de Francs), ayant son siège social à MAMOUDZOU (Mayotte), suivant acte de vente reçu par Maître Jean-Marc MAREL, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle dénommée POPINEAU, notaires associés, autorisé à exercer les fonctions de Notaire à Mayotte, le 11 et le 12 juillet 2001.

Moyennant le prix de Huit cent quarante-quatre mille cinq cent soixante-sept euros et cinquante-six centimes (844 567,56€).

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous diverse charges et conditions.

Les charges et conditions qui ne peuvent donner lieu en toute hypothèse ni à publicité foncière ni à taxation seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

Afin de permettre le contrôle de l'assiette des droits, il est indiqué ce qui suit :

Frais

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'ACQUEREUR qui s'y oblige.

Impôts et contributions

L'ACQUEREUR acquittera à compter de la date jouissance de l'immeuble, les impôts et contributions, étant précisé que la taxe d'habitation, si elle est exigible, compte tenu de la nature du bien, est due pour l'année entière par l'occupant au premier jour du mois de janvier.

En ce qui concerne l'impôt foncier de l'année (2019) en cours, celui-ci sera reparti au prorata des délais écoulés et chaque partie réglera sa quote-part directement au profit de l'administration fiscale. A réception de l'avis d'imposition, la CSSM informera l'acquéreur par lettre recommandée avec accusé de réception. En cas de retard de paiement les pénalités et poursuites éventuelles seront à la charge de la partie défaillante.

PROPRIETE JOUISSANCE

Le Département de Mayotte est propriétaire des **BIENS** vendus à compter de ce jour et en prendra possession au plus tard le 31 mai 2019 date à laquelle le déménagement effectif sera fait.

A défaut, la CSSM deviendra locataire et paiera par jour de retard un jour de retard un loyer qui sera fixé par France Domaine.

PRIX

La présente vente est conclue moyennant le prix d'un million trois cent soixante-dix-sept mille trois cent trente-deux euros (1 377 332,00 €). Ce prix correspond à une valorisation de 10% de la valeur vénale du BIEN estimée par le Service local du domaine.

Le paiement de ce prix aura lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX

Lequel prix sera payé par mandat administratif et sera imputé sur le budget du département. Les fonds seront versés sur le compte de la « **CAISSE DE SECURITE SOCIALE DE MAYOTTE** » (CSSM) par la Trésorerie Départementale de Mayotte sur le Compte désigné ci-dessous.

Code Banque	Code Guichet	Numéro de Compte	Clé RIB
40031	00001	0000326246P	32

Conditions suspensives :

L'AQUEREUR acquittera le prix dans les délais de soixante jours (60) jours à compter de la date de signature des présents actes. Passés ces délais la vente sera annulée.

IMPOT SUR LA PLUS-VALUE IMMOBILIERE

Exonération des plus-values immobilières en vertu de l'article 150 U I du Code général des impôts.

DECLARATIONS FISCALES

Impôt sur la mutation

La vente est exonérée de taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

Quant à la contribution de sécurité immobilière due à l'ETAT elle ne s'applique pas à MAYOTTE en vertu de l'article 881-O du Code Général des Impôts.

En vertu de l'arrêté du Préfet de MAYOTTE du 5 Février 2009 n°2009-28 pris en application du décret sur la publicité foncière à MAYOTTE en date du 23 Octobre 2008 n°2008-108/6, il sera perçu sur la valeur des droits immobiliers objet des présentes, des frais pour la Conservation de la Propriété Immobilière au taux de 0,40%.

Frais d'inscription :

1 377 332,00 € x 0,4% = 5 509,328 €

TOTAL : 5 509,328 €

FIN DE LA PARTIE NORMALISEE

FIS

503

my

CHARGES ET CONDITIONS

A/ A la charge du VENDEUR

Le VENDEUR :

- Supportera les conséquences de l'existence des servitudes qu'il aurait conférées sur les BIENS et qu'il n'aurait pas indiquées aux présentes.
- S'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers inscrits de son chef ou de celui de précédents propriétaires, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être dues, supporter s'il y a lieu les frais de purge, et rapporter à ses frais les mainlevées des inscriptions au plus tard dans le délai de six mois des présentes et les certificats de radiation correspondants dans les meilleurs délais.
- Fera son affaire personnelle du paiement de la totalité de la taxe d'habitation si elle est exigible. Il est précisé en tant que de besoin qu'il reste seul tenu du paiement des impôts locaux relatifs aux années antérieures de manière que l'ACQUEREUR ne puisse pas être recherché à ce sujet.

B/ A la charge de l'ACQUEREUR

L'ACQUEREUR :

1) Prendra l'IMMEUBLE vendu dans l'état où il se trouve actuellement sans pouvoir prétendre à aucune indemnité pour quelque cause que ce soit et notamment à raison de communautés, état du sol et du sous-sol, vices cachés ou défaut d'alignement ; comme aussi pour erreurs dans les désignations et les contenances sus-indiquées, la différence entre ces dernières et les contenances réelles, excédât-elle 1/20e en plus ou en moins, devant tourner à son profit ou à sa perte,

2) Souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever l'IMMEUBLE, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives s'il en existe et sans que la présente clause puisse donner à quiconque plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers et non prescrits ou de la loi, comme aussi sans qu'elle puisse nuire aux droits résultant en faveur des parties des textes sur la publicité foncière, le tout sans préjudice de ce qui est exposé sous le titre "servitudes",

3) S'acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance les impôts, taxes et contributions de toute nature auxquels l'IMMEUBLE vendu peut ou pourra être assujetti de manière qu'aucun recours ne puisse être exercé contre le VENDEUR.

4) Sera purement et simplement subrogé dans les droits et obligations du VENDEUR à l'égard du ou des fournisseurs d'énergie, et fera son affaire personnelle de la continuation ou de la résiliation des contrats de fourniture souscrits par le VENDEUR, qu'il s'agisse ou non de contrats avec un tarif régulé.

5) Supportera enfin tous les frais des présentes et tous ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

CONDITIONS PARTICULIERES

L'ACQUEREUR s'engage à respecter strictement les limites et la superficie des parcelles vendues telles que définies au plan cadastral.

DECLARATIONS DU VENDEUR SUR LES CONDITIONS GENERALES

A la suite des conditions générales de la vente, le **VENDEUR** déclare :

Sur L'état :

- Qu'il n'y a eu aucune modification dans l'apparence tant par une annexion ou une utilisation privative de parties communes ou indivises, que par le fait d'un empiètement sur le fonds voisin ou d'une modification irrégulière de la destination.

Sur l'absence de restriction à son droit de disposer :

- Qu'il n'existe à ce jour aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation ni de litige en cours pouvant porter atteinte au droit de disposer.

- Qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque résultant d'un avant-contrat, lettre d'engagement, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité temporaire, et qu'il n'existe d'une manière générale aucun empêchement à cette vente.

Sur les servitudes :

- Qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude et, qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou obligations que celles le cas échéant relatées dans l'acte, ou au règlement de copropriété.

Sur l'absence de contrat d'affichage :

- Qu'il n'a créé ni laissé acquérir de contrat d'affichage, et qu'il n'en existe aucun du fait du ou des précédents propriétaires.

Sur la situation locative :

- Qu'il n'y a actuellement aucune location,
- Que la vente n'a pas été précédée de la délivrance à un locataire, et ce en vue de la vente, d'un congé non relaté aux présentes pouvant ouvrir un quelconque droit de préemption.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Les BIENS étant situés dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, la présente aliénation donne ouverture au droit de préemption institué par les articles L211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Le Département de Mayotte est l'acquéreur des parcelles objet des présentes et aussi titulaire du droit de préemption.

En conséquence la notification dudit droit est sans objet.

Carnet d'entretien de l'ensemble immobilier :

Est porté à la connaissance de l'ACQUEREUR les dispositions de l'article 45-1 de la loi numéro 65-557 du 10 juillet 1965 aux termes desquelles notamment : « Tout candidat à l'accession d'un lot de copropriété, tout bénéficiaire d'une promesse unilatérale de vente ou d'achat ou d'un contrat réalisant la vente d'un lot ou d'une fraction de lot peut, à sa demande, prendre connaissance du carnet d'entretien de l'immeuble établi et tenu à jour par le syndic ».

Il précise que l'article 4-4 du décret du 67-223 du 17 mars 1967 prescrit que : « Lorsque le candidat à l'acquisition d'un lot ou d'une fraction de lot le demande, le propriétaire cédant est tenu de porter à sa connaissance le carnet d'entretien de l'immeuble ainsi que le diagnostic technique ».

Garantie de contenance :

Les dispositions du premier alinéa de la loi numéro 96-1107 du 18 décembre 1996 intégrées dans l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, prescrivent que :

« Toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un lot ou d'une fraction de lot mentionne la superficie de la partie privative de ce lot ou de cette fraction de lot. La nullité de l'acte peut être invoquée sur le fondement de l'absence de toute mention de superficie. »

La superficie de la partie privative des BIENS, objet des présentes soumis à ladite loi ainsi qu'à ses textes subséquents, est de savoir :

- 708,6 m² pour les surfaces privatives (voir plans fournis par le bureau d'études EDDIM)

STATUT DE LA COPROPRIETE – CONVENTIONS

Règlement de copropriété :

L'ACQUEREUR s'engage à exécuter toutes les charges, clauses et conditions contenues au règlement de copropriété sus-énoncé et dans ses modificatifs éventuels, dont il déclare avoir pris connaissance et reconnaît en avoir reçu une copie dès avant ce jour.

L'ACQUEREUR sera, par le seul fait des présentes, subrogé tant activement que passivement dans tous les droits et obligations résultants pour le VENDEUR du règlement de copropriété, de son ou de ses modificatifs et des décisions régulièrement prises par l'assemblée des copropriétaires, publiées pour celles devant l'être, en ce qu'ils concernent les BIENS et droits immobiliers faisant l'objet des présentes.

Il sera tenu de régler tous les appels de fonds qui lui seront faits par le syndic à compter de ce jour.

SYNDIC DE L'IMMEUBLE

Le Syndic actuel de l'immeuble est :
MAYOTTE SYNDIC – 13 Espace Corallium – Kawéni 97600 – MAMOUDZOU – MAYOTTE

ETAT CONTENANT DIVERSES INFORMATIONS SUR LA COPROPRIETE

L'état contenant les informations prévues par l'article 5 du décret du 17 mars 1967 issue du décret numéro 2004-479 du 27 mai 2004 sur la copropriété sera remis par le Vendeur à la date de signature de l'acte.

L'ACQUEREUR déclare avoir pris connaissance de cet état.

Cet état est demeuré ci-joint et annexé aux présentes.
En outre, il a été visé par le VENDEUR et l'ACQUEREUR.

Convention des parties sur la répartition des charges et travaux

Le VENDEUR reste redevable des coûts de travaux de copropriété réalisés avant le 31 mai 2019.

L'ACQUEREUR supporte les charges de copropriété à compter du jour de l'entrée en jouissance et le coût des travaux qui pourraient être décidés à compter de ce jour.

Il est précisé qu'aux termes des dispositions combinées des articles 20 de la loi du 10 juillet 1965 et 5 du décret du 17 mars 1967, le transfert des charges liquides et exigibles n'est pris en compte par le syndicat de copropriétaires qu'à partir du moment où la vente a été notifiée au Syndic conformément à l'article 6 du décret du 17 mars 1967. Par suite les demandes émanant du Syndic s'effectuant auprès du copropriétaire en place au moment de celles-ci, il appartiendra donc aux parties d'effectuer directement entre elles les comptes et remboursements nécessaires, ce qu'elles s'engagent à effectuer dans un délai de quinze jours à première demande de l'une ou de l'autre.

En tout état de cause le Syndic pourra être saisi pour la répartition des charges entre les deux parties.

Convention des parties sur les procédures

Le VENDEUR déclare qu'il n'existe actuellement aucune procédure en cours.

L'ACQUEREUR sera subrogé dans tous les droits et obligations du VENDEUR dans les procédures courantes liées aux impayés portés à sa connaissance concernant la copropriété, sauf si ces procédures sont le résultat d'une faute du VENDEUR. En conséquence, le Vendeur déclare se désister en faveur de l'ACQUEREUR du bénéfice de toutes sommes qui pourraient lui être ultérieurement allouées ou remboursées à ce titre, relativement aux BIENS dont il s'agit.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

POUVOIRS

Les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires au président du Conseil Départemental ou à tout agent de son service qu'il désignerait, à l'effet de faire dresser et signer tous actes

rectificatifs ou complémentaires en vue de mettre cet acte en harmonie avec tous documents d'état civil, cadastraux ou hypothécaires.

PUBLICATION

Le Département de MAYOTTE fera publier une expédition des présentes au Bureau des Hypothèques de MAMOUDZOU (Mayotte).

CERTIFICATION D'IDENTITE




Monsieur Le Président du Conseil Départemental de Mayotte soussigné, certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur nom ou dénomination, lui a été régulièrement justifiée.

ANNEXES

1. Délibération numéro 2018.00084 de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 24 avril 2018.
2. Avis du service local du domaine en date du 14/12/2012
3. Diagnostics techniques et plans fournis par le bureau d'études EDDIM
4. Règlement de copropriété
5. Acte notarié du 12 juillet 2001 (Acte de vente SIM / CPSM)
6. Copie de la décision de la nomination de la Directrice par intérim de la CSSM en exercice
7. Copie de l'arrêté de la délégation de la Directrice Générale Adjointe chargée du Pôle Aménagement du Territoire et Développement Durable du conseil départemental

DONT ACTE sur treize pages

Fait et passé à la date sus indiquée, et après lecture, les parties ont signé,

VENDEUR	La Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte représentée par Madame ALIHAMIDI-CHANH Ymane  
ACQUEREUR	Département de Mayotte représenté par Madame Anne Alice Marie BURLAT  CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE La Directrice Générale Adjointe Chargée de l'aménagement Anne BURLAT
Le Président du Conseil Départemental de Mayotte	Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI 